



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/051
de mise en demeure à l'encontre de Maître Philippe ANGEL
en qualité de liquidateur judiciaire de la société ABATTOIR DE MONTEREAU SAS
pour l'installation classée d'abattage d'ovins
située rue des Sécherons à MONTEREAU-FAULT-YONNE (77)**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 512-6-1 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu le décret du président de la République en date du 7 octobre 2022, portant nomination de Monsieur Étienne PETIT, administrateur de l'État hors classe, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09 DAIDD IIC 214 du 5 octobre 2010 autorisant la société SA KISSI TRADI VIANDES située 1 rue des Sécherons à MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130) à exploiter un établissement d'abattage d'animaux (rubrique 2210) de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale (rubrique 2221) et d'un dépôt de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale (rubrique 2731) ;

VU l'arrêté n°21/BC/114 du 19 juillet 2021 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°23/BC/029 du 7 avril 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Étienne PETIT, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

VU le jugement en date du 13 septembre 2021 du Tribunal de Commerce de Melun prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la société ABATTOIR DE MONTEREAU SAS, 1 Rue des Sécherons MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130) ayant une activité d'abattage d'animaux (rubrique 2210) et la désignation de Maître Philippe ANGEL en qualité de liquidateur judiciaire ;

VU le courrier du 23 septembre 2021 de Maître Philippe ANGEL signifiant à l'inspection des installations classées la cessation totale d'activité d'abattage d'ovins par la société ABATTOIR DE MONTEREAU SAS se trouvant rue des Sécherons à MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130) ;

VU le courrier N°E-PEE/Maz/222204 du 21 octobre 2022 de l'inspection des installations classées demandant la mise en œuvre du placement de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

VU le rapport n°E-PEE/Maz/230606 du 20 mars 2023 de l'inspection des installations classées, recommandant d'engager la procédure de mise en demeure prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en raison de l'absence de mise en œuvre par Maître Philippe ANGEL des dispositions réglementaires relatives à la cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise au régime de l'autorisation ;

VU le courrier N°E-PEE/Maz/230607 du 20 mars 2023 de l'inspection des installations classées notifiant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Maître Philippe ANGEL et l'invitant à faire part de ses éventuelles observations dans un délai de quinze suivant sa réception ;

CONSIDÉRANT que l'article 43 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IIC 214 du 5 octobre 2010 indique que l'usage futur à prendre en compte est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;

CONSIDÉRANT que lors de la dernière visite d'inspection, datée du 26 juillet 2021, il a été constaté :

- que l'ensemble des installations sont vieillissantes ;
- qu'une grande partie de la saignée des animaux n'est pas reprise par le système de collecte et de stockage dédié au sang du fait d'une inadaptation du système de piège d'abattage au système de récupération du sang ;
- des écoulements de sang par des goulottes du système de collecte des eaux usées de l'abattoir, à proximité du poste de mise à mort.

CONSIDÉRANT que depuis la visite réalisée le 26 juillet 2021, l'exploitant n'a transmis aucun élément concernant les anomalies relevées lors de la dernière période d'activité, ni aucun justificatif concernant l'évacuation des déchets, des produits et gaz potentiellement dangereux (système de production de froid) ou la mise en sécurité générale du site ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de Maître Philippe ANGEL sur ce dossier au 1^{er} janvier 2023, date limite fixée par le courrier du 21 octobre 2022 de l'inspection des installations classées, malgré plusieurs relances ;

CONSIDÉRANT que Maître Philippe ANGEL a été destinataire du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, par courrier recommandé du 20 mars 2023, et n'a pas fait part de ses observations dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident, du fait de leur état général dégradé, observé avant même la cessation de l'activité ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Article 5 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- la Sous-Préfète de Provins,
- le Maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 19 mai 2023

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture par suppléance,



Étienne PETIT

Destinataires d'une copie par mail :

- Le liquidateur judiciaire de la société ABATTOIR DE MONTEREAU SAS,
- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE et Cabinet),
- la Sous-Préfète de Provins,
- le Maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT)
- le Directeur Départemental de la Protection des Populations (DDPP)

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

ARRÊTE

Article premier : Respect des dispositions relatives à la cessation d'activité

Le liquidateur judiciaire, Maître Philippe ANGEL, demeurant 8bis avenue Thiers sur la commune de MELUN, représentant la société ABATTOIR DE MONTEREAU SAS et dénommé ci-après exploitant, est mis en demeure , conformément aux dispositions prévues par l'article de respecter pour l'établissement situé sur la commune de MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130), installation d'abattage d'ovins, les dispositions suivantes :

- dans un délai maximal **de trois mois**, de satisfaire aux dispositions prévues par l'article R-512-75-1-IV du Code de l'environnement, notamment :
 - l'évacuation des produits dangereux,
 - la mise en place des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- dans un délai maximal **de six mois**, de satisfaire aux dispositions prévues par l'article R-512-39-3 du Code de l'environnement, et notamment de transmettre au Préfet de Seine-et-Marne un mémoire dit « de réhabilitation » précisant les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usages prévus pour le site de l'installation, notamment :
 - les mesures de maîtrise des risques liées aux sols éventuellement nécessaires ;
 - les mesures de maîtrise des risques liées aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
 - en cas de besoin la surveillance à exercer ;
 - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnés, le cas échéant, des dispositions proposées pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;
 - l'évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines et les mesures éventuelles permettant la remise du site pour un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.